

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE  
COMMUNE DE MARLY  
ARRETE DU MAIRE n° 293 /2025

**Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement  
Rue Gandhi et parking Saint Vincent de Paul**

**Le Maire de Marly,**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2541 et suivants, relatif aux dispositions spécifiques aux communes des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut Rhin,
- VU** le Code de la Route,
- VU** le Code de la Voirie Routière,
- VU** L'application du règlement de voirie,
- VU** L'instruction ministérielle du 7 juin 1977 relative à la signalisation routière,
- VU** La demande de la société SOGEA, en date du 6 août 2025,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prendre les mesures propres à permettre la bonne exécution des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable Parking St Vincent de Paul et rue Gandhi à Marly, par la société SOGEA.

- **A partir du vendredi 8 août et jusqu'au mardi 30 septembre 2025 inclus**

**ARRETE**

**Article 1** : Afin de permettre, en toute sécurité, la bonne exécution des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable sur le parking St Vincent de Paul et rue Gandhi la vitesse sera limitée à 30 km/h et le stationnement sera considéré comme gênant et interdit.

**Article 2** : La signalisation sera mise en place par la société SOGEA chargée des travaux, conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 3** : La société SOGEA devra assurer pendant toute la durée des travaux un accès piéton permanent aux propriétés riveraines.

**Article 4** : La Directrice Générale des Services de la Mairie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la société SOGEA et dont ampliation sera adressée à :

Monsieur le Directeur de la société JEAN LEFEBVRE,  
Monsieur le Directeur d'HAGANIS,  
Monsieur le Directeur de SOGEA  
Monsieur le Directeur de RESEDA  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Messieurs les Agents de la Police Municipale,  
Monsieur le Directeur de la Régie de l'eau  
de l'Eurométropole de Metz,  
Monsieur le Président de l'Eurométropole de Metz.

A Marly, le 6 août 2025  
Pour le Maire empêché  
le 1<sup>er</sup> Adjoint chargé de l'urbanisme,  
des travaux et de la circulation



Michel LISSMANN

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, et L. 410-1 à L. 412-8 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix - BP 51038 67070 Strasbourg Cedex - le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déferée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.